

L'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) disait, l'autre jour : "Qu'avez-vous dans les Antilles ? des Nègres, des Créoles et des Métis, et quel genre de commerce voulez-vous faire avec ces gens-là ?" Nous achetons notre sucre, nos épices et beaucoup d'autres choses de ces gens de couleur et pourquoi ne leur enverrions-nous pas nos produits en échange ? Nous allons en Chine acheter du thé des misérables Chinois, comme dirait l'honorable député, et pourquoi ne vendrions-nous pas à ces Chinois ce dont ils ont besoin ? Les Antilles consomment pour \$48,000,000 de produits que, pour la plupart, nous avons au Canada. Nous pouvons donc avoir un marché considérable dans ces pays, mais par dessus tout, nous avons à notre disposition le marché anglais qui, après notre propre marché canadien, est le plus avantageux que puissent avoir les cultivateurs canadiens.

Les honorables député de l'opposition ont prétendu qu'il existe une émigration considérable, que le peuple s'en va par milliers et dizaines de milliers, et que, comme résultat, les fermes diminuent en valeur. J'ai ici le rapport officiel du gouvernement d'Ontario pour l'exercice 1887-88 préparé par M. Blue qui n'est pas un admirateur du parti conservateur, ni un partisan de la politique nationale. Je trouve dans ce rapport le renseignement suivant, qui est très intéressant et démontre que Ontario est plutôt une province prospère qu'autre chose :

VALEUR DES TERRES EN CULTURE.

	1888.	1887.	Augmen- tation.
Valeur des fermes	\$640,480,000	\$636,883,000	\$3,597,000
Valeur des construc- tions sur les fermes.	188,293,000	184,753,000	3,540,000
Valeur des instru- ments aratoires	49,754,000	49,248,000	506,000
Valeur des animaux	102,839,000	104,406,000
	\$981,366,000	\$975,290,000	\$7,643,000
Augmentation			\$7,643,000
Diminution dans les animaux			1,567,000
Augmentation nette			\$6,076,000

Cette statistique n'a certainement pas été préparée exprès pour la circonstance, ni pour venir au secours de la politique nationale ; elle a été faite par un fonctionnaire du gouvernement d'Ontario qui, comme je l'ai déjà dit, n'est pas un admirateur de la politique nationale.

J'ai encore d'autres preuves pour faire voir que nos cultivateurs ne sont pas dans la situation écrite par les honorables députés de la gauche. Voici un article de fond très soigné du *Mail* de Toronto qui n'est pas un organe bien sympathique au gouvernement fédéral ; cet article est daté du 7 novembre 1890. Il prend les chiffres de la statistique de M. Blue et démontre que la valeur imposable des fermes d'Ontario était de \$824,000,000 et que les hypothèques s'élevaient à environ \$74,000,000, ou 9 pour 100. Tout le monde sait que la valeur imposable des fermes, qui est portée ici à \$824,000,000, n'est jamais plus des deux tiers de la valeur réelle et dans ce cas, en faisant le calcul, nous voyons que les hypothèques ne s'élèvent pas à plus de 6 pour 100 de la valeur réelle. Pour moi, cela démontre que les cultivateurs du Canada, au lieu d'être pauvres, sans ressources et dans la misère comme la gauche aime à les représenter, sont les gens les plus prospères de la terre. Il n'y a pas une classe

de la société qui puisse montrer un bilan aussi satisfaisant que les cultivateurs d'Ontario, d'après ce rapport du gouvernement d'Ontario.

Que voyons-nous de plus ? Nous voyons que d'après les rapports officiels de l'Etat d'Ohio les hypothèques représentent 26 pour 100 de la valeur de la terre au lieu de 6, comme dans Ontario. Dans l'Illinois, les hypothèques sont de 29 pour 100 ; dans le Michigan de 22 pour 100 et dans le Kansas, 83 pour 100 de la valeur des terres sont hypothéquées. Les chiffres cités par les honorables députés de la gauche pour prouver la dépréciation des terres dans Ontario, établissent exactement l'opposé de leurs prétentions, car ils démontrent que les cultivateurs de cette province sont dans une situation très prospère.

Les honorables députés de l'opposition nous parlent aussi de l'émigration. L'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) s'est permis des assertions très risquées sur cette question ; mais l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) le dépasse de beaucoup. Il prétend que de 1871 à 1881, il est venu au moins 400,000 immigrants au Canada et qu'en 1881, nous n'avions que 15,000 d'origine étrangère de plus qu'en 1871, de sorte que nous avons perdu presque toute notre immigration. Voilà une prétention assez étrange. Que sont devenus les immigrants arrivés ici il y a quarante ou cinquante ans ? D'après lui, il n'y en a pas un seul de mort. Il dit aussi : "J'ai calculé que de 1871 à 1881, nous avons perdu 3,600,000 de population." Ces chiffres paraissent élevés, mais il est prêt à faire une concession et à dire 3,000,000 ; il en tue 600,000 d'un seul coup. Puis il ajoute : "Si le Canada, aujourd'hui, avait 8,000,000 d'âmes au lieu 5,000,000, s'il pouvait leur fournir de l'ouvrage et des marchés, l'honorable ministre des finances ne retirerait-il pas plus de revenus qu'une population de 5,000,000 ?" Il continue à argumenter en posant comme base que nous avons perdu 3,000,000 de notre population pendant dix ans. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de répondre sérieusement à ce énoncé. Nos adversaires disent que notre population s'en va à l'étranger, mais ils n'en donnent aucune preuve, et pour ma part, je n'en vois pas non plus.

J'ai déjà dit à la chambre que, dans mon comté, la population qui était de 18,000 âmes lors du dernier recensement, s'élèvera probablement à 40,000 âmes par le nouveau. Il en est ainsi dans la division ouest de York, qui a les mêmes limites qu'il y dix ans. Dans tous les cas, nous avons augmenté en nombre dans cette division de plus de 100 pour cent. Ceux qui composent cette population ont dû venir de quelque part. Ils n'ont pas émigré aux Etats-Unis, ils sont encore dans le Canada.

Plus que cela encore, la ville de Toronto et toutes nos villes se développent et augmentent ; mais cela n'empêche pas que nous entendons toujours ces honorables messieurs dire d'un ton lamentable que la population émigre aux Etats-Unis. J'ai ici un article éditorial publié dans le *Globe*, de Toronto, le 28 avril, 1891, et intitulé "Lettre de M. Phipps," au sujet de laquelle le journal dit :

Dans une lettre intéressante que nous publions plus loin, M. R. W. Phipps raconte ce qu'il connaît par expérience de l'émigration de la population aux Etats-Unis.

Le *Globe* n'entre pas dans les détails ; il se contente de gémir sur l'émigration de la population canadienne, mais où en est la preuve ? Voici une preuve d'une émigration qui ne vient pas du Canada. Je la trouve dans le numéro du *Globe*, seule-